

Démocratie, Contrôle, Transparence¹

La période actuelle est marquée par de fortes transformations du paysage universitaire local et national. La présidence de l'INPG a fait le choix d'engager l'établissement dans une transformation en « grand établissement ». Il n'est plus l'heure de la remise en cause mais de l'action pour que le nouvel établissement offre les garanties de Démocratie, de Contrôle, et de Transparence. De même l'évolution incontournable vers l'Université de Grenoble devra être organisée pour les mêmes garanties. Dans le même temps, la loi LRU, comme les statuts du grand établissement, accroît considérablement les prérogatives des présidents ou administrateurs d'université, en changeant profondément les processus de décision, à tous les niveaux : orientations budgétaires, recrutement, suivi de carrière, etc. De fait, la loi LRU et les statuts adoptés à l'INPG remettent en cause les processus démocratiques existants. Enfin, et ce n'est pas le moindre, l'INPG a largement modifié les contours de ses structures de formation et de recherche, avec des implications importantes concernant sa gouvernance et sa stratégie, telle qu'elle est inscrite dans son plan quadriennal. Toutes les orientations stratégiques doivent être actées par des processus démocratiques : il est inadmissible que les élus aux conseils s'expriment, soient de fait écoutés mais non entendus comme cela a été le cas avec le CTP où les élus se sont unanimement opposés au passage au grand établissement tel qu'il a été proposé et finalement acté.

Les évolutions engagées peuvent être discutées, combattues ou applaudies. Elles devront encore être démocratiquement soumises à l'évaluation des acteurs, enseignants, chercheurs, étudiants, personnels administratifs et techniques. Les transformations passées ou en cours devront être évaluées collégialement. **Les transformations à venir** doivent être discutées, en transparence et collégialité, principes essentiels qui doivent toujours être revendiqués, élargis, réinvestis. La liste « Démocratie, Contrôle, Transparence » se fixe un rôle de catalyseur de débats internes à l'INPG, en regard des débats nationaux. Elle propose aux acteurs de l'INPG des éléments de contrôle pour augmenter la transparence et la démocratie des prises de décision. Quelques-unes sont indiquées ci-dessous, d'autres peuvent suivre, alimentées par tous :

- **Organisation d'audits, à mi-parcours, des écoles, des filières de formation et de la nouvelle Direction de la Recherche**, dans un cadre associant CS, CEVU et CSE, afin de mieux coordonner recherche et formation au sein de l'établissement ; le tout avant un nécessaire audit par le CA.
- **Maintien volontariste des « Commissions de Spécialistes d'Établissement »**, collègues représentatifs de communautés scientifiques que l'on imagine pérennes, en charge de : proposer au CS et au CA des comités de recrutement pour les emplois d'enseignants chercheurs à venir ; débattre des politiques de recrutement de l'établissement dans leur secteur ; jouer un rôle dans l'évolution des enseignements (écoles, filières).
- **Participation active des membres de conseils** à l'élaboration des ordres du jour des conseils (CA, CS, CEVU et CTP) – respect des délais de convocation - élaboration d'un statut de l'élu lui permettant de disposer du temps nécessaire à la préparation des conseils. Abandon de l'organisation en groupes projets cooptés par les équipes présidences et sans visibilité d'ensemble des réformes. Ces groupes sont anti-démocratiques et cautionnent un pilotage très centralisé. Les projets issus des services ou de commissions issues des conseils doivent être prédominants.
- **Mise en place d'un forum de discussion sur les enjeux clé des évolutions à venir**, forum pouvant servir de boîtes à idées pour alimenter les analyses des conseils.
- **Organisation d'assemblées générales** permettant de mieux informer les personnels, et de mieux faire remonter les analyses de terrain. sur les éléments clé de la vie de l'établissement,
- **Affichage transparent de tableaux de bords de l'établissement**

¹ Liste soutenue par le SNESup-FSU, par le SNCS-FSU, et par la CGT.

accessibles à tous les personnels via l'intranet de l'établissement : budget, primes et allégement de services, affectation des personnels dans les composantes et services, moyens alloués aux composantes et services de l'établissement, statistiques de suivi des étudiants, etc.

Évidemment, il est plus facile de proposer que de faire. L'objectif essentiel de la liste « Démocratie, Contrôle, Transparence » est de catalyser les volontés des acteurs de s'emparer des évolutions de leur université, pour en tirer le meilleur. C'est en s'appuyant sur une telle volonté partagée que pourront se mettre en place des mécanismes de contrôle collectif efficace. Les membres élus issus de cette liste oeuvreront dans les conseils pour que Démocratie, Contrôle et Transparence ne soient pas de simples affichages des administrateurs en place.